

Toutes et tous pour un avenir solidaire

Comment faire face, suite aux élections municipales et européennes, à l'érosion croissante de la notion d'égalité des droits ? C'est dès aujourd'hui et ensemble qu'il faut opposer des valeurs et des pratiques aux stratégies de fragmentation de la droite et de ses extrêmes.

Pierre TARTAKOWSKY, président de la LDH

L'après-municipales a été scandé par quelques épisodes de haine à l'initiative soit d'élus du Front national, soit de militants d'extrême droite relevant de la sphère « catho-tradi », sur lesquels il n'est pas inutile de revenir. Chacun de ces événements a en effet marqué les limites des stratégies de « dédiabolisation » des uns comme des autres. L'expulsion de la LDH de son local à Hénin-Beaumont, par le nouveau maire FN, nous indique sur quel pied le FN entend traiter le mouvement associatif qui s'autorise à penser, à avoir des idées, et, pire encore, à les soumettre au débat public. Soyez associatifs autant que vous le voulez mais pas citoyens, en tout cas pas trop, tel est le message. A Villers-Cotterêts, c'est la commémoration de l'esclavage qui a été menacée d'être symboliquement extraite de l'espace public, le nouveau maire faisant savoir qu'il ne participerait pas à la cérémonie pourtant traditionnelle dans la ville du général Dumas, fils d'esclave et père du jeune esclave Alexandre... A Béziers, le nouveau maire a trouvé la solution miracle : un couvre-feu. Il s'agit tout à la fois de protéger les jeunes des périls qui les guettent tout en protégeant les « riverains » du « centre » de ces mêmes jeunes, à la fois victimes et délinquants, selon les

*Il s'agit moins
de nier l'égalité,
la liberté
ou la fraternité
que d'en rogner
continuellement
le champ
d'application :
l'égalité pour
tous, sauf pour
les jeunes, les
arrière-petits-fils
d'esclaves,
les pauvres,
les « droits de
l'Homme »...*

moments et le sens du vent municipal. Ces fronts municipaux sont en phase avec une escalade de haine qui s'inscrit, elle, dans une stratégie bien calibrée. C'est ainsi que les dirigeants du Front national ont tenté de déclencher un scandale en dénonçant la ministre de la Justice, coupable à leurs yeux acérés d'avoir écouté *La Marseillaise* plutôt que de l'avoir entonnée... Dans le même temps, des associations ad hoc répandaient avec véhémence, et sous la houlette magistrale du *Figaro*, une rumeur aux fumets de scandale sexuel : le rectorat de Nantes aurait, rien de moins, demandé aux lycéens de venir en cours habillés en jupe ! Avec, en ligne de mire, un événement à la fois sympathique et anodin : la journée dite « Ce que soulève la jupe », soit une journée de lutte contre le sexisme et les discriminations née... en 2006, à l'initiative des lycéens eux-mêmes.

Un « vivre ensemble d'autodéfense »

L'occasion de hurler au viol des consciences, d'inquiéter les parents en agitant, une fois encore, le fameux pseudo-enseignement de la théorie du genre, brouiller l'image du service public d'éducation, fustiger la décadence des mœurs... Tout cela vaut bien une campagne mensongère. Tous ces évé-

nements d'allure disparate s'organisent en fait autour d'un projet et d'une méthode. Le projet vise à amoindrir, affaiblir et disqualifier la notion même d'égalité, et singulièrement d'égalité des droits. Il vient de loin et, loin d'être l'apanage exclusif de l'extrême droite, il constitue plutôt une sorte de bien commun, inégalement partagé entre la droite et ses extrêmes. Président, Nicolas Sarkozy en a été l'arpenteur et le réorganisateur.

De fait, au fur et à mesure que se sont accumulées défaites sociales et désillusions démocratiques, la perspective même d'un horizon d'attente s'est estompée. Et, partout, la conviction a grandi que se garantir un avenir meilleur, voire un avenir tout court, loin de passer par l'intérêt général, supposait la combinaison opportune de ses intérêts propres avec ceux d'une communauté à son image, réelle ou rêvée. La concurrence a alors pris le pas sur l'égalité. Un bref regard rétrospectif permet d'en mesurer les manifestations. Des mobilisations contre le mariage pour tous aux thématiques identitaires du patronat Breton, des peaux de banane brandies à la face de la ministre de la Justice au refus de la ministre FN nouvellement élue de commémorer l'esclavage, de la vertu proclamé par le patron du Medef d'un sous-smic jeune au couvre-



© DR

feu instauré à Béziers, c'est un « vivre ensemble d'autodéfense », qui est mis en avant dans ce projet politique. Il s'agit moins de nier l'égalité, la liberté ou la fraternité – ce serait maladroit – que d'en rogner continuellement le champ d'application : l'égalité pour tous, sauf pour les jeunes, les arrière-petits-fils d'esclaves, les pauvres, les « droits de l'Hom-mistes », etc.

Un nouveau champ de fragmentation

Ce bricolage d'assignations à résidence cumulatives constitue l'un des leviers essentiels de la mise en opposition des « périphéries » au « centre », des « petites gens » au « système ». Il répond à une

vieille stratégie, pensée par le Club de l'horloge, et constitue une arme de destruction massive de la République. L'installation confortable de l'extrême droite dans le municipalisme, la radicalisation de la droite sur des valeurs définies par les acteurs les plus régressifs du monde catholique indiquent un nouveau champ de fragmentation : celui de la représentation républicaine. La méthode est à l'aune du projet : il s'agit, à travers toutes ces affirmations aux allures provocatrices, d'abord, de tester les réactions de la société et de l'opposition démocratique ; ensuite, d'impressionner l'opinion publique afin de lui imposer ses thèmes de prédilection,

Il convient de persévérer dans la défense des droits et la conviction que le seul avenir qui vaille ne peut se construire que sur l'égalité des droits et non sur des juxtapositions identitaires.

d'aller plus loin dans la négation de la devise républicaine, dans la désinhibition raciste et haineuse, dans la légitimation des discriminations. Nous sommes bel et bien face à un projet de fond, servi par une dynamique dont il est peu probable qu'elle s'arrête d'elle-même.

Il s'agit donc de réfléchir à ce qui peut faire force, pour s'y opposer. Qu'est-ce que cela signifie concrètement, pour la Ligue des droits de l'Homme ? Sur le fond, rien de très neuf ; la LDH reste une association généraliste de défense et de promotion des droits et des libertés. La devise républicaine demeure le cœur de son logiciel, et elle campe plus que jamais sur la conviction que les droits fondamentaux sont universels et indivisibles. Elle ne se transforme donc pas en « acteur anti » et veille à ne pas séparer les fronts des engagements qui sont les siens, quel que soit le poids de l'extrême droite. D'autant que ses mobilisations se structurent autour du respect des droits et que, sur le terrain, cela implique bien d'autres acteurs que ceux de la droite extrême. L'exemple des Roms est assez flagrant à cet égard. En revanche, le type d'engagement militant n'est pas du même ordre. On ne peut en effet mettre sur le même plan des acteurs démocratiques en déficit d'application des droits et de l'égalité et d'autres acteurs, dont les convictions, aussi profondes que perverses, sont que l'égalité serait un leurre, un frein, voire un moteur de la décadence occidentale...

Reconstruire une perspective globale

Face à ce péril global, il s'agit donc d'abord de se confronter, idée contre idée, valeur contre valeur, solidarité contre toute intimidation. Cela suppose de persévérer dans la défense des droits et la conviction que le seul avenir qui vaille ne peut se construire que sur l'égalité des droits et non sur des juxtapositions identitaires.

D'où l'importance de développer des efforts pédagogiques, sous des formes diverses. Il y a, de ce côté, une attente importante, ainsi qu'en témoigne le succès de librairie de l'ouvrage sur les idées fausses de l'extrême droite⁽¹⁾. De même, la pédagogie est indispensable pour renouer les fils de l'Histoire à ceux de la politique, comme la LDH a pu le faire avec d'autres à l'occasion de la commémoration militante de Villers-Cotterêts. Pour peser dans le débat public, ces efforts militants doivent devenir la préoccupation d'un plus grand nombre d'acteurs de la société civile. Il est illusoire en effet de penser qu'une seule association, qu'un seul syndicat pourrait à lui seul suffire à «faire le job» ; il s'agit de reconstruire une perspective globale, et cela implique évidemment des efforts provenant de tous les horizons. Pour autant cela exclut également que le mouvement associatif et syndical inscrive ses efforts au service d'une reconstruction politique. La société civile peut faciliter l'émergence de réflexions et forces nouvelles, mais à partir des responsabilités qui sont les siennes et avec le souci du rassemblement le plus large possible. Evidemment parce que l'union fait la force, parce que la complexité de nos sociétés défie tout *deus ex machina* militant,

**L'installation
confortable de
l'extrême droite
dans
le municipalisme,
la radicalisation
de la droite
sur des valeurs
définies par
les acteurs les
plus régressifs du
monde catholique
indiquent un
nouveau champ
de fragmentation :
celui de la
représentation
républicaine.**

(1) *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite*, Pierre-Yves Bulteau, Editions de l'atelier, 164 pages, avril 2014 (voir p. 2).

mais surtout parce que la pédagogie et les idées, mêmes excellentes, ne sont rien tant qu'elles ne s'articulent pas à des pratiques sociales, ancrées dans le réel et le quotidien de millions de personnes.

Conjuguer les efforts et initiatives

Ce type de rassemblement semble aller de soi. Ce n'est pourtant pas le cas, pour deux raisons majeures. La première tient aux divisions classiques des acteurs eux-mêmes, divisions qui s'enracinent dans des cadres légaux, des responsabilités qui sont différentes, une formidable diversité d'agendas et la spécialisation même du mouvement associatif, au sein duquel le caractère généraliste de la LDH fait figure d'exception. A cet isolement militant vient s'ajouter, et c'est la seconde raison, l'isolement de la peur. Car la tentation est grande, là où la droite a renversé le rapport des forces, de rentrer la tête dans les épaules et de faire profil bas. C'est pourquoi la LDH s'est investie, sans mesurer ses efforts, dans l'initiative « Toutes et tous pour un avenir solidaire » (voir encadré et p. 62). Cet appel, qui a recueilli l'assentiment de plus de soixante-dix organisations d'éducation populaire, syndicales et associatives, dessine un arc social

d'une grande importance ; il vise à permettre de conjuguer les efforts et initiatives pris en réaction aux agressions de l'extrême droite. Cet appel vise à alerter les citoyennes et les citoyens contre les intimidations répétées de l'extrême droite, qu'il s'agisse de s'imposer comme garante, ici, de la sécurité physique des usagers de transports publics, là, comme arbitre des bonnes mœurs. Il vise à redonner substance et portée au principe d'égalité, que le « vivre ensemble », morcelé, que la société française expérimente, a fort mis à mal. Il entend le faire en mettant en avant la combinaison de résistances quotidiennes de terrain, en conjuguant éthique des valeurs, pratiques professionnelles et réflexes citoyens.

« Toutes et tous pour un avenir solidaire » n'est pourtant ni une panacée, ni une recette. C'est une opportunité fournie aux forces désireuses de se rassembler pour réfléchir ensemble, opposer ensemble des valeurs communes, faire entendre une voix, des voix qui portent l'idée simple et juste que l'extrême droite n'est garante que de catastrophes annoncées. Et qu'il ne tient qu'à notre capacité de travailler et agir ensemble d'y faire obstacle en lui opposant, au quotidien, la perspective d'un avenir solidaire. ●

L'appel « Toutes et tous pour un avenir solidaire » du collectif « Liberté, égalité, fraternité »

« Toutes et tous pour un avenir solidaire » est un appel lancé à l'initiative de l'Association de la Fondation étudiante pour la ville (Afev), les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea), la Fédération nationale des Francas, la Ligue de l'enseignement et la LDH pour « faire barrage à la haine, à la xénophobie, à toutes les discriminations, combattre les propos sexistes, homophobes, racistes, antisémites [...] ». Cet appel, invitant « au rassemblement, pour agir ensemble sur le terrain de l'égalité des droits et des libertés »

(texte intégral p. 62), est signé par :

- des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire : Animafac, Attac, Cemea, MJC, Fage, Fédération des centres

sociaux et socioculturels de France, FCPE, fondation Copernic, Mouvement de la paix, Planning familial, Ligue de l'enseignement, UFCV... ;

- des associations de défense des droits et libertés et de solidarité : APGL, Cidem, Fnars, LDH, Licra, Mrap, Solidarité laïque, SOS Racisme... ;

- des organisations syndicales : CFDT, CGT, Confédération paysanne, FSU, snALEss, Unef, Unsa, Unsa Education, Union syndicale Solidaires.

avenirsolidaire.org
facebook.com/pourunavenirsolidaire